

Environnement et Développement Durable

Le département Environnement et Développement Durable de DS Avocats vous souhaite une très belle année 2020.
Retour sur 1 an d'activité.

■ CLASSEMENTS

MAGAZINE LE POINT « MEILLEURS CABINETS D'AVOCATS DE FRANCE », 2019

DS Avocats classé parmi les « **meilleurs cabinets** » pour sa pratique en environnement.

DECIDEURS, 2019

« **Incontournable** » en contentieux de l'environnement, installations classées, sites et sols pollués, friches industrielles et droit des déchets.

« **Excellent** » en droit de l'eau et contentieux de la construction, dont assurances.

« **Forte notoriété** » en droit des énergies renouvelables ; risques industriels et contentieux des assurances ; responsabilités du fait des produits ; regulatory assurance/réassurance.

« **Pratique réputée** » en Afrique (ressources naturelles et management).

BEST LAWYERS, 2020

Patricia Savin, Yvon Martinet et Frédéric Lévy référencés parmi les meilleurs avocats en droit de l'environnement.

CHAMBERS AND PARTNERS, 2019

Patricia Savin, classée Band 2 « Environnement ».

LAWYERS INTERNATIONAL, 2019

Yvon Martinet désigné avocat de l'année en France en droit de l'environnement.

■ PRIX

« Leaders League » : Trophée d'argent, 2019.

■ NOMINATIONS

Yvon Martinet coopté au Comité Exécutif du cabinet DS Avocats.

Patricia Savin et Frédéric Lévy, nommés membres du sous-groupe de travail sur la réhabilitation des friches « Simplification des procédures et mobilisation des capitaux » du Ministère de la transition écologique et solidaire.

Joanna Peltzman cooptée associée de DS Avocats au sein du Département Droit de l'Environnement, pour porter l'offre Santé.

■ ENGAGEMENTS RSE

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE DS AVOCATS, MEMBRE DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

[Retrouvez-ici notre rapport d'activité](#)

DS AVOCATS SIGNATAIRE DE L'INITIATIVE

« ENTREPRISE ENGAGÉE POUR LA NATURE », AU MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

[Pour plus d'informations](#)

PUBLICATION DU LIVRE BLANC DE DS AVOCATS « VILLES ET TERRITOIRES DURABLES ET INTELLIGENTS »

[Retrouvez ici notre Livre Blanc](#)

VIDÉOS[1er Forum RSE de Giverny](#)[Tribunal pour les Générations Futures](#)[La Chine face à la question environnementale \(BFM News\)](#)[« Site Seveso : premiers réflexes en cas d'urgence » \(France 3\)](#)**SAVE THE DATE****« INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE », DS AVOCATS, 5 FÉVRIER 2020**

Dans le cadre de son cycle consacré à l'Intelligence Artificielle, DS Avocats animera une table ronde sur ce sujet avec comme invité d'honneur Arnaud Leroy, Président de l'Ademe.

[S'inscrire](#)**« 10 ANS DU PLAN VILLE DURABLE ET REMISE DES LABELS ECOQUARTIERS », MINISTRE DE LA COHESION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES, 5-6 FÉVRIER 2020**

DS Avocats interviendra en dressant le bilan des acquis de ces 10 dernières années en matière d'aménagement durable, présentant les grands enjeux auxquels les acteurs de la ville doivent faire face.

[Pour plus d'informations](#)**COLLOQUES - RENCONTRES ANNÉE 2019****« COP 14, COP 24, QUELS ENJEUX INNOVANTS POUR LE DROIT ? », ORDRE DES AVOCATS DE PARIS, 25 JANVIER 2019**

DS Avocats a animé cette matinale avec Claude Fromageot, directeur développement responsable du groupe Rocher et directeur de la Fondation Rocher et Gérard Maradan, directeur général d'EcoAct. [Pour plus d'informations](#)

« COLLOQUE FRICHES ET TERRITOIRES DURABLES », PALAIS DES CONGRES DE METZ, 19 MARS 2019

Sur le sujet de la reconversion des friches et le développement durable des territoires, DS Avocats est intervenu à la table ronde « Comment recycler le foncier ? ». [Pour plus d'informations](#)

« G7 WORKSHOP », MINISTRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE/ MINISTRE DE L'ECONOMIE, 20 MARS 2019

DS Avocats a animé la manifestation sur les accords volontaires,

en préparation du G7 de Biarritz de juillet 2019.

[Pour plus d'informations](#)**« QUAND LA TONNE DE CARBONE DEPASSERA 100 OU 150 EUROS... », ORDRE DES AVOCATS DE PARIS, 22 MARS 2019**

Cette matinale a fait le point sur la Contribution Climat-Energie, contribution ouverte aux pays s'étant engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la COP21. Trois personnalités reconnues sont intervenues aux côtés de DS Avocats : Christian de Perthuis, Professeur associé d'économie à l'université Paris-Dauphine, Jérôme Boutang, Directeur Général du Citepa et Jean-Philippe Mazet, Directeur Transport de Carrefour.

[Pour plus d'informations](#)**« MOBILITES PROPRES ET VEHICULES AUTONOMES : SOMMES-NOUS PRETS ? », 4ÈME COLLOQUE FRANCO-ALLEMAND, STRASBOURG, 15 ET 16 MAI 2019**

DS Avocats est intervenu sur le cadre légal et réglementaire des véhicules autonomes (responsabilités et assurances) : les solutions sont-elles là ? Quelles perspectives de développement ?

[Pour plus d'informations](#)**« HAMSTERS D'ALSACE, SCARABEES DE L'A28, HERISSONS D'IVRY SUR SEINE... LA BIODIVERSITE FACE AUX CHANTIERS », AFIOLOG, 17 MAI 2019**

Face au principe de l'interdiction générale de l'atteinte aux espèces floristiques et faunistiques protégées, cette matinale a fait la lumière sur les dérogations éventuelles après avoir redéfini ce qu'est une espèce protégée. [Pour plus d'informations](#)

« COMPENSATION ECOLOGIQUE : LE CHOIX ULTIME ? », AFIOLOG, 21 JUIN 2019

Cette matinale a eu pour objet de répondre aux interrogations relatives à la compensation écologique : dans quel cas y recourir ? Faut-il préférer les obligations réelles environnementales ? [Pour plus d'informations](#)

« ODD ET ENTREPRISES FRANÇAISES », GLOBAL COMPACT FRANCE, 25 JUIN 2019

DS Avocats, en tant que membre du Pacte Mondial, a participé à la 14ème Assemblée Générale de l'association Global Compact France, présidée par Jean-Pascal Tricoire, Président de Schneider, et en présence de la ministre Brune Poirson. DS Avocats



a participé plus précisément à l'atelier « ODD : état des lieux de leur appropriation par les entreprises ». [Pour plus d'informations](#)

« DESIGNING TOMORROW'S MANAGEMENT », ESCP EUROPE, 27 JUIN 2019

Le forum ESCP Europe à Madrid a traité le thème de l'économie circulaire avec des représentants de diverses sociétés françaises et internationales. [Voir le programme](#)

« ECONOMIE CIRCULAIRE : NOUVEAU PRISME POUR L'AMENAGEMENT DES VILLES ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES », CADRE DE VILLE, 2 JUILLET 2019

Lors de cette conférence, DS Avocats est intervenu lors de la table ronde « Economie circulaire, aménagement urbain et développement des territoires » [Pour plus d'informations](#)

« LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN : AMENAGEMENT ET CONSTRUCTION SUR DES TERRAINS POLLUES », CAMPUS ORDRE DES AVOCATS, 3 JUILLET 2019

La lutte contre l'étalement urbain, ainsi que la pénurie du foncier, contraignent de plus en plus souvent les acteurs de l'immobilier à s'installer sur des terrains pollués. Comment maîtriser les risques juridiques, économiques et techniques ? Quelles précautions adopter ? Quels réflexes pour éviter toute mise en cause de responsabilité ? Quels usages alternatifs (production d'énergie, compensation...) ? [Pour plus d'informations](#)

« ASSURANCES ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX », CAMPUS, ORDRE DES AVOCATS, 3 JUILLET 2019

DS Avocats est intervenu sur le thème des assurances et risques environnementaux, avec un focus sur les défis posés par un risque toujours considéré comme émergent du fait de l'évolution permanente de la législation. [Pour plus d'informations](#)

« COMMENT RELEVER LE DEFILÉ DE LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE EN AMENAGEMENT OPERATIONNEL », RESEAU NATIONAL DES AMENAGEURS, 4 JUILLET 2019

Le Réseau National des Aménageurs (RNA) a organisé un colloque relatif à la RSE et à l'économie circulaire, co-présidé par Nicolas Gravit, Directeur Général d'Eiffage Aménagement.

DS Avocats a animé une table ronde « Economie circulaire et aménagement ».

[Pour plus d'informations](#)

« LES OPPORTUNITES DE LA CROISSANCE VERTE DANS LES TERRITOIRES », UNIVERSITES D'ETE D'EST, 28 AOUT 2019

DS Avocats est intervenu lors d'une table ronde consacrée au thème : « Vers un monde post-carbone ». [Pour plus d'informations](#)

PREMIER FORUM RSE « FORUM DE GIVERNY », MUSEE DES IMPRESSIONNISMES, 6 SEPTEMBRE 2019

DS Avocats s'est attaché à faire découvrir les meilleures pratiques de la RSE en intervenant sur le thème « Comment impliquer ses parties prenantes dans un projet global de RSE ? ». Cinq ministres intervenaient : Bruno Le Maire, Emmanuelle Wargon, Sébastien Le Cornu, Agnès Pannier-Runacher et Gabriel Attal. [Pour plus d'informations](#)

« EVALUATION ENVIRONNEMENTALE : ENQUETES PUBLIQUES ET CONSULTATIONS ELECTRONIQUES », AFILOG, 13 SEPTEMBRE 2019

Cette matinale a fait le point, par de nombreux exemples notamment, sur les incidences environnementales inhérentes à toute décision publique, cette dernière pouvant prendre deux formes : l'enquête publique ou la participation par voie électronique. [Pour plus d'informations](#)

« 6EMES RENCONTRES FRANCO-CHINOISES DU DROIT ET DE LA JUSTICE », AMBASSADE DE FRANCE, 23 SEPTEMBRE 2019

Membre de la délégation française installée par l'Ambassade de France en Chine, DS Avocats a introduit la conférence « Pour un droit de l'environnement au soutien de l'économie et des entreprises » et est intervenu à la table ronde sur le thème « Regard et rôle de la société civile », aux côtés de Matthias Guyomar conseiller d'Etat, Président de la 10ème chambre de la section contentieux du Conseil d'Etat. [Pour plus d'informations](#)

« RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA MOBILITE DURABLE (RIMD) », SAINT-TROPEZ, 23 SEPTEMBRE 2019

DS Avocats est intervenu lors de ce colloque, indiquant les quatre bonnes raisons de venir aux RIMD : le contexte du réchauffement

climatique ; la mobilité durable et décarbonnée ; émissions de gaz à effet de serre ; la réunion des principaux acteurs de la mobilité durable (aérien, maritime et terrestre). [Pour plus d'informations](#)

« CONFERENCE DE L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA TRANSITION ENERGETIQUE », BERLIN, 25 SEPTEMBRE 2019

DS Avocats est intervenu lors de cette conférence sur l'importance du stockage de l'énergie dans le système actuel et quel rôle jouera-t-il à l'avenir ? [Pour plus d'informations](#)

« PEUT-ON SUBVERTIR LES NORMES COMPTABLES ? », TRIBUNAL DES GENERATIONS FUTURES, ORDRE DES AVOCATS, 30 SEPTEMBRE 2019

Le Tribunal pour les Générations Futures (TGF) a instruit un procès fictif, mettant en accusation Jacques Richard, professeur émérite d'économie à l'Université de Paris-Dauphine, qui considère que les normes comptables des entreprises doivent être revues pour intégrer le capital naturel et le capital humain. Le Tribunal était présidé par Patricia Savin, Jacques Richard défendu par Yvon Martinet, l'accusation porté par Patrick de Cambourg. [Pour plus d'informations](#)

« COMMENT RENFORCER LA COOPERATION ENTRE PME-ETI ET COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR LA VILLE DE DEMAIN ? », SMART GRID ET STRATEGIES TERRITORIALES, 3 OCTOBRE 2019

Dans le cadre de la révolution numérique qui modifie en profondeur la manière de concevoir et de piloter la ville, la problématique de la maîtrise et l'usage des datas représentent un enjeu particulièrement essentiels pour les décideurs et les cadres territoriaux publics. Cette présente table ronde, à laquelle a participé DS Avocats, a notamment exposé la manière dont des élus et des cadres publics envisagent la gestion de la ville et la place et le rôle des données numériques afin de dresser et faire appel aux compétences et aux savoir-faire des PME / PMI. [Pour plus d'informations](#)

« 3EME EDITION DU GRAND PARIS CIRCULAIRE », MAISON DES OCEANS, 3 OCTOBRE 2019

Dédié aux enjeux métropolitains de l'économie circulaire, le Grand Paris Circulaire est l'événement annuel métropolitain de référence en matière d'économie circulaire qui réunit élus,

acteurs publics, entreprises, associations et experts.

Une table ronde sur le thème « La ville circulaire de demain, quel modèle pour les générations futures ? » fut l'occasion pour DS Avocats d'intervenir en tant qu'expert en droit de l'environnement et Développement Durable. [Pour plus d'informations](#)

« FLASH ACTU AFILOG : DECRET TERTIAIRE LOI ENERGIE, CLIMAT ET PHOTOVOLTAIQUE, BIODIVERSITE », AFILOG, 4 OCTOBRE 2019

La matinale « Logistique durable » a traité (i) le décret tertiaire et son impact sur la logistique, (ii) les dispositions de la loi Climat Energie sur le photovoltaïque et (iii) la récente jurisprudence du Conseil d'Etat du 25 mai 2019 relative à la destruction de l'habitat des espèces protégées.

« BIODIVERSITE ET MAITRISE URBAINE », CLUB DES AVOCATS ENVIRONNEMENTALISTES ET LIFTI, 10 OCTOBRE 2019

DS Avocats est intervenu pour évoquer les exigences de protection de la biodiversité de plus en plus présentes dans les problématiques foncières, sous un angle juridique et technique.

[Pour plus d'informations](#)

« RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS TERTIAIRES : COMPRENDRE LE NOUVEAU DECRET », ORDRE DES AVOCATS DE PARIS, 4 NOVEMBRE 2019

Cette commission a mis en avant des propositions constructives, pragmatiques et opérationnelles sur trois thèmes principaux : Biodiversité et économie, Economie circulaire et Reporting RSE.

[Pour plus d'informations](#)

« ASSISES NATIONALES DU FONCIER », CENTRE DE CONGRES PIERRE BAUDIS, TOULOUSE, 5 ET 6 NOVEMBRE 2019

Embrasser les problématiques foncières dans toutes leurs dimensions et, particulièrement les nouvelles, les décloisonner et les associer aux enjeux territoriaux, furent le fil conducteur de ces Assises. [Pour plus d'informations](#)

« PLENIERE DES ETATS GENERAUX DU REEMPLOI ET DE LA REPARATION », 21 NOVEMBRE 2019

Ces Rencontres ont permis de lever les freins au développement du Secteur du Réemploi et de la Réparation au travers d'ateliers de travail, de conférences plénières et d'expositions.

**« BIEN-ETRE AU TRAVAIL : RETOUR A L'ETAT DE NATURE ! »,
AFILOG, 22 NOVEMBRE 2019**

Les bienfaits de la nature et notamment de la végétalisation des espaces de travail sont prouvés par plusieurs études scientifiques. Des bénéfices qui viennent directement servir le bien-être des travailleurs comme y encourage la réglementation nationale et internationale avec l'ODD 3 des objectifs de développement durable de l'ONU ou la déclaration de performance extra-financière (DPEF) dans les grandes entreprises.

[Pour plus d'informations](#)

**« DECHETS ET CLIMAT : QUELS ENJEUX POUR LES COLLECTIVITES
TERRITORIALES ? », AROMATES, MAISON DE LA CHIMIE,
27 NOVEMBRE 2019**

La 3ème conférence nationale sur les déchets ménagers verra l'intervention de DS Avocats sur le thème « Traitement des déchets : d'une fiscalité pénalisante à une opportunité économique pour les territoires ? ». [Pour plus d'informations](#)

**« RESILIENCE IMMOBILIERE : COMMENT INTEGRER LES IMPACTS
DU DEREGLEMENT CLIMATIQUE DANS LA CONSTRUCTION ET LA
GESTION DE VOS IMMEUBLES », SALON SIMI, 12 DECEMBRE 2019**
Partenaire juridique exclusif du SIMI, DS Avocats est intervenu à la conférence de Socotec sur les risques environnementaux et climatiques.

[Pour plus d'informations](#)

■ ARTICLES RÉDIGÉS PAR DS AVOCATS**« PLEINS PHARES SUR LES EVOLUTIONS DU CADRE LEGAL ET RE-
GLEMENTAIRE DES VEHICULES AUTONOMES », LEXTENSO,
2 JANVIER 2019**

« (...) Le foisonnement de textes réglementaires démontre que le déploiement des véhicules autonomes est en marche.

Le cadre légal et réglementaire actuel répond largement à la mise en circulation de ces nouveaux véhicules, même si certaines évolutions sont à prévoir. Une approche plurinormative semble indispensable, afin d'adapter de manière harmonisée l'ensemble des règles de droit au développement des véhicules autonomes. (...)» [Lire l'article](#)

**« BILAN DE LA COP14 ET PERSPECTIVES POUR 2020 », LEXBASE, 17
JANVIER 2019**

« (...) Les Etats parties se sont mis d'accord sur un processus d'élaboration d'un nouveau cadre mondial pour la biodiversité d'ici 2020 et la déclaration finale a souligné leur volonté « d'inverser la courbe de la destruction mondiale de la nature et la perte de biodiversité », menaçant toutes les formes de vie sur Terre.

Enfin, ils ont réclamé un programme de travail à la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services éco-systémiques (IPBES) jusqu'en 2030. Ils ont déclaré que les experts scientifiques de la plateforme devraient rassembler « des facteurs comportementaux, sociaux, économiques, institutionnels, techniques et technologiques » dans leurs évaluations futures.

Anne Larigauderie, secrétaire exécutive de l'IPBES a alors déclaré que son organisation devrait donner suite aux évaluations régionales publiées en mars 2018, établissant le fait que seul un quart des terres n'est pas ou peu affecté par les activités humaines, en lançant sa première évaluation mondiale en mai 2019 (...). [Lire l'article](#)

**« VERS LA FIN DES SILOS JURIDIQUES... POUR UN DROIT LISIBLE ET
PREVISIBLE », DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, MARS 2019**

« (...) Tant les objectifs de développement durable posés par les Nations-Unies que les obligations de reporting extra-financiers via les déclarations de performance extra-financière appellent à un décloisonnement des sujets. Les entreprises sont ainsi invitées à s'interroger sur leurs impacts sociaux, sociétaux et environnementaux de façon globale (...)».

[Lire l'article](#)

**« LA CITATION DIRECTE DE SORTIR DU NUCLEAIRE JUGEE NULLE »,
LE BERRY REPUBLICAIN, 13 MARS 2019**

« (...) Maître Martinet, conseil d'EDF, a, dès le début de l'audience, hier, plaidé en faveur d'une nullité en pointant des irrégularités dans la citation directe de l'association (...). Me Martinet a également pointé un autre défaut (...). Malgré la plaidoirie de Me Busson, avocat de l'association (...) le tribunal de police l'a jugée nulle (...)».

**« POURQUOI FAUT-IL ATTENDRE AUSSI LONGTEMPS LES DECRETS
D'APPLICATION », OPTION FINANCE, SEPTEMBRE 2019**

« (...) Il faut dire que la longueur des délais de publication des décrets d'application est un vrai fléau pour la bonne mise en œuvre des lois. Ces délais peuvent s'expliquer par plusieurs raisons (...)».

Dans ce contexte, certains décrets d'application, s'ils voient le jour, peuvent sortir plusieurs années après la promulgation d'une loi et nécessiter eux-mêmes des textes réglementaires complémentaires (...). [Lire l'article](#)

« ENERGIE HYDRAULIQUE : ACTUALITES », LEXBASE, SEPTEMBRE 2019

« En 2018, selon le rapport d'activité de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), la production d'électricité de la filière hydraulique représentait 12,4% dans le mix énergétique national (...). Un soutien décidé des pouvoirs publics pour des filières des énergies renouvelables plus compétitives et sûres doit accompagner l'action publique en matière de transition énergétique. Cela suppose de définir un cadre de soutien adapté, lisible et durable, conciliant dépense publique maîtrisée et fonctionnement harmonieux de l'ensemble du système (...). [Lire l'article](#)

« LE TRIBUNAL CLIMATIQUE INTERNATIONAL EXISTE, IL NE FAUT PAS L'INVENTER ! », DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, SEPTEMBRE 2019

« (...) La situation en Amazonie et la crise diplomatique qu'elle a créée en marge du G7 à Biarritz a été le nouvel événement justifiant des appels à la création d'une juridiction climatique internationale. Le but du présent billet d'humeur est de rappeler que cette juridiction pouvant juger les manquements des Etats à leurs engagements internationaux en matière de climat existe (...). [Lire l'article](#)

« DEVELOPPEMENT DURABLE, L'IMMOBILIER EN PREMIERE LIGNE », IMMOWEEK, NOVEMBRE 2019

« (...) A ce jour, le focus développement durable dans l'immobilier est principalement énergétique. A terme, il est plus que probable que devront s'ajouter des focus climat et biodiversité. (...) Il semble plus qu'évident que le secteur de l'immobilier, à l'instar de l'ensemble des parties prenantes du territoire, devra rapidement intégrer des réflexions et, surtout, des actions développement durable (...). [Lire l'article](#)

« SITES SEVESO : TOUT SAVOIR SUR LES OBLIGATIONS EN MATIERE DE RISQUES », BATACTU, NOVEMBRE 2019

« (...) En France, la maîtrise des risques industriels repose sur le

contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant des articles L.511-1 et suivants du Code de l'environnement. Le régime dit Seveso vise ainsi les installations les plus dangereuses, à savoir les installations soumises à autorisation « dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (...). [Lire l'article](#)

« QUI SONT VRAIMENT LES REFUGES CLIMATIQUES ? », LA CROIX, DECEMBRE 2019

« (...) Le réchauffement climatique n'est pas directement à l'origine de ces déplacements. Mais plus de 90% des catastrophes naturelles qui les entraînent sont liées à la météo, elle-même liée au réchauffement climatique (...). [Lire l'article](#)

■ FORMATIONS A VENIR

« Maîtriser le droit de l'environnement industriel » - EFE

Session 2 : 4-5 mars, 1er-2 avril

Session 3 : 1er-2 octobre, 5-6 novembre

Session 4 : 15 et 16 décembre 2020

« Découvrir le droit de l'environnement industriel » - EFE

Session 1 : 4 et 5 février

Session 2 : 27 et 28 mai 2020

Session 3 : 12 et 13 octobre 2020

Session 4 : 2 et 3 février 2020

« Sols pollués, friches, changements d'usage » - EFE

19 mars et 29 septembre 2020

« Gérer et prévenir la responsabilité pénale du chef d'entreprise en environnement : enquête, instruction, audience » - EFE

26 mars et 3 novembre 2020

« Se perfectionner au droit de l'environnement industriel : gérer sa responsabilité » - EFE

Session 1 : 12 et 13 mai 2020

Session 2 : 24 et 25 septembre 2020

Contact : Patricia Savin, Avocate associée, Responsable du département Environnement et Développement Durable

savin@dsavocats.com - Tel : 01 53 67 50 00